

## SARKOZY, ET APRÈS ?

# 2012 : le grand rendez-vous

Francis Sitel \*

*« La France est une monarchie élective :  
elle remet donc son destin, pour cinq ans,  
dans les mains d'une seule personne.  
On peut détester ce système,  
le trouver aléatoire,  
peu démocratique, étouffant,  
mais il faut le prendre tel qu'il est. »*

Alain Minc<sup>1/</sup>

SANS PARTAGER LE FATALISME GUILLERET D'ALAIN MINC, qui paraît se féliciter de ce qu'on déplore, force est de lui donner acte qu'en effet l'élection présidentielle est le grand rendez-vous politique français, et décisif à plus d'un titre.

Il serait aisé mais trop long de rappeler combien dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République chacune de ces élections a marqué en profondeur l'évolution du pays. La prochaine, quel qu'en soit le résultat, ne dérogera pas à la règle.

La logique présidentialiste, induite par l'élection du chef de l'État au suffrage universel et inscrite au cœur des institutions, conduit à ce que chaque sacre d'un nouveau président (voire la reconduction du même dans le cas de Mitterrand) s'accompagne de changements majeurs. Sous prétexte de rupture et de modernisation, Sarkozy a aggravé ces tendances bonapartistes : impulsant un rythme frénétique à des réformes multiples, endossant une hyperpersonnalisation du pouvoir par l'effacement de la figure du Premier ministre, ravalé au rang de « collaborateur », moins exposé que nombre des « conseillers » non élus, opérant une concentration des pouvoirs sans précédent dans un cadre républicain...

Quant au Parti socialiste, candidat à l'alternance du fait de son hégémonie sur la gauche, il apparaît de plus en plus configuré par cette même logique présidentialiste. Il porte la responsabilité d'avoir instauré le quinquennat et imposé un ordre des élections qui fait de la présidentielle le passage obligé de tout réel changement politique par la voie institutionnelle. Quant au choix des primaires pour désigner son postulant au pouvoir suprême, il représente le stade ultime de cette intériorisation des règles de la V<sup>e</sup> République.

### La présidentielle, porte étroite du changement

Reste que l'élection de 2012, compte tenu de la crise majeure que connaît le capitalisme et d'une vie politique marquée par l'exercice sarkozien du pouvoir, se caractérise par une distribution inédite des coordonnées politiques.

\* Francis Sitel est un des directeurs de *Contre-Temps*.

<sup>1/</sup> Alain Minc, « Explication de vote. Pour Nicolas Sarkozy », *Le Débat*, n° 168, janvier-février 2012.

## SARKOZY, ET APRÈS ?

Et ce d'un double point de vue : d'une part, le choix entre rupture et continuité au regard du régime sortant, d'autre part, l'articulation entre enjeux nationaux et contexte international. Parce que Sarkozy a assuré la continuité du pouvoir de la droite au nom d'une rupture avec le chiraquisme, les cartes habituelles se trouvent brouillées, et, à droite comme à gauche, ces thèmes apparaissent d'un maniement délicat : une éventuelle continuité sarkozyste menacerait d'une fuite aveugle dans une rupture dont on peut craindre qu'elle mène à la catastrophe, tandis que la rupture socialiste prend des airs de sérénité rappelant certaines molleses toutes chiraquiennes... Ce que Laurent Fabius désigne comme un « *paradoxe saisissant* » : « *C'est le président sortant qui divise et le candidat entrant qui rassemble*<sup>2/</sup>. »

Quant au contexte de la crise mondiale, il tend à provoquer une inversion dans la distribution habituelle des références. Alors que, dans une élection présidentielle, les questions internationales sont le plus souvent relativisées, sinon écartées, au profit des choix domestiques, celles-ci apparaissent cette fois surdéterminantes, conduisant droite et gauche à tordre leurs rhétoriques habituelles : si chacun accorde que la question est celle de « la France » et de son avenir, c'est pour chercher soit à mieux rassurer, soit à davantage inquiéter... Sur l'un et l'autre point, on notera comme symptomatiques certaines images inattendues. Celle, anecdotique, du fort pittoresque et très corrézien préjugé affiché par Chirac en faveur de F. Hollande. Et, autrement plus sérieux, l'engagement de la chancelière allemande dans la campagne de N. Sarkozy.

Loin d'en relativiser l'importance, ces spécificités de l'échéance de 2012 ne font que la renforcer. Car, malgré l'accélération provoquée par le caractère quinquennal du mandat présidentiel, elle s'inscrit comme le terme obligé d'une longue attente.

La brutalité du pouvoir sarkozyste, assommant toutes les catégories sociales de réformes régressives, et la modération d'une opposition parlementaire dominée par le Parti socialiste, qui a entretenu par ses successifs succès lors des élections intermédiaires, et une idéologie relayée par la quasi totalité des réseaux d'influence de l'opinion publique, une attente d'alternance aussi progressive que prudente ont, l'une et l'autre se conjuguant, ancré en profondeur la conviction que seule l'élection présidentielle de 2012 permettrait de régler les comptes et de répondre à la question politique du « que faire ? ». C'est ainsi que le débordement des multiples scandales d'État, dont en un autre temps un seul eut suffi à faire tomber le gouvernement, fut contenu, épargnant Sarkozy lui-même de l'exigence de s'expliquer. Et que les grandes mobilisations populaires contre la réforme des retraites ne se virent pas offrir la perspective de crise assumée et de changement politique qu'elles appelaient.

Rappelons qu'on laissa Eric Woerth gérer dans le même temps et cette réforme et ses affaires judiciaires. Un vrai marché de dupes dont on paye aujourd'hui la note. D'un côté, Woerth, simple justiciable, se voit mis

<sup>2/</sup> *Le Monde*, 12-13 février 2012.

SARKOZY, ET APRÈS ?

en examen sous le double motif de trafic d'influence passif et de recel, mais politiquement il n'est plus rien, ou presque. De l'autre, le postulant à un second mandat peut se faire gloire de cet épisode clé : « [...] *en cinq ans, malgré toutes les réformes mises en œuvre, le pays n'a jamais connu de blocage. Sur les retraites, par exemple, il y a eu des manifestations, des protestations, mais la réforme, sans drame et surtout sans violence, a pu être adoptée et appliquée*<sup>3/</sup>. »

Quant au droit à la retraite à 60 ans, on voit combien il se réduit comme peau de chagrin dans les promesses du candidat socialiste. Il conviendrait de ne pas oublier également que cette polarisation sur cette élection et l'extrême valorisation politique dont elle est l'objet ne vont pas sans risques de démobilisation et de dépolitisation de tous ces citoyens qui, faute de se reconnaître dans les discours tenus et les choix politiques portés par ceux qui sont présentés comme les candidats crédibles, ne se considèrent plus comme concernés et se réfugient dans une condamnation globale de ladite « classe politique ».

### Face à face ?

Travaillent la réflexion politique du pays deux mouvements à partir desquels se font les engagements partisans et les options électorales : le rejet de Sarkozy, d'une part, les interrogations angoissées quant aux réponses possibles face à la crise économique, d'autre part. Le défi lancé aux forces politiques, à leurs candidats, et à tous les citoyens, est la question de comment articuler ces deux mouvements, qui sont susceptibles de se contrecarrer, ou au contraire de se conjuguer pour concrétiser les potentiels de changement politique dont ils sont porteurs.

Imaginons, à titre d'hypothèse, que ce dont la fondation Terra Nova et Arnaud Montebourg ont convaincu le Parti socialiste – l'utilité d'organiser des primaires pour désigner son candidat à la présidentielle – se soit imposée avec une telle force à l'UMP que celle-ci, dans une surenchère par rapport au modèle américain qui exempte le président au terme d'un premier mandat de concourir dans les primaires de son parti, ait organisé selon ce scénario la désignation du candidat de la droite. Que croyez-vous qu'il en serait résulté ? Vraisemblablement... ce que nous voyons ! Une capacité de Sarkozy, au-delà de ses défauts et d'une impopularité ravageuse, par sa brutalité même et la radicalisation de ses propositions, à s'imposer à la droite comme incontournable par elle. Côté paradoxe, celui-ci n'est pas mineur : Sarkozy, l'homme qui selon toute probabilité va la faire perdre, a su se rendre indispensable à la droite ! Ce qui signifie cette chose terrible : au regard des intérêts fondamentaux de la classe dirigeante, le bilan de Sarkozy est bon...

C'est, dans *Le Débat*<sup>4/</sup>, ce que dit Alain Minc :

« *Je ne suis pas autiste ; je connais les critiques que le mandat de Nicolas Sarkozy a soulevées, les réactions que sa manière d'être a appelées, les hostilités que sa personnalité abra-*

<sup>3/</sup> *Le Figaro Magazine*, 11 février 2012.

<sup>4/</sup> *Le Débat*, op. cit.

## SARKOZY, ET APRÈS ?

*sive a coagulées. Mais je pense en conscience que son bilan est très honorable. Une réforme institutionnelle majeure : la question préjudicielle de constitutionnalité. Un geste social fort : la loi sur la représentativité syndicale, de manière à favoriser la concentration autour de deux grandes organisations. Une gageure : la mutation de l'Université grâce à l'autonomie, à la sélectivité du grand emprunt et à l'ouverture au monde extérieur. Le service minimum dans les transports, le détricotage des trente-cinq heures, l'abolition, si longtemps attendue, de la taxe professionnelle, la réforme de l'ISF, l'alignement de la fiscalité des revenus du capital sur les revenus du travail : ce ne sont pas des bagatelles. Le retour dans l'OTAN, condition d'un dialogue franc avec les Américains et d'une alliance stratégique avec les Britanniques, l'interventionnisme à bon escient en Libye et en Côte d'Ivoire et, surtout, l'engagement croissant en faveur de l'Union européenne et de l'euro, accompagné d'un talent désormais incontesté dans la gestion à chaud des crises : la France a tenu son rang pendant ces années-là. »*

A quelques flagorneries, oublis et entourloupes près, n'a-t-on pas là, beaucoup plus clairement que dans les tracts de l'UMP, le bilan du quinquennat, et pourquoi il mérite approbation de la part de la classe dirigeante ? Un bilan, douloureux pour les salariés, la jeunesse, le pays, que le candidat socialiste, qui bat des records d'intentions de vote dans les sondages, ne saurait dénoncer frontalement et point par point, parce que refusant de lui opposer une politique radicalement contraire.

En fait, même s'il a la sagesse d'expliquer qu'il refuse que sa campagne soit polarisée par l'opposition à la personne de Sarkozy, il est clair que la force de F. Hollande est davantage indexée sur l'impopularité de Sarkozy que sur la confiance qu'inspire à la majorité de l'électorat de gauche son programme. D'où ce discours qui cible le pays dans son ensemble afin de le convaincre d'élire un président raisonnable. A l'inverse, Nicolas Sarkozy paraît déterminé à jouer son va-tout : en dramatisant la situation et en survalorisant son propre rôle dans la crise, en rajoutant dans la brutalité et la radicalisation de son discours et de ses propositions, il rappelle à la droite combien il lui est utile, étant le président à même d'infliger au pays le remède qui peut-être lui sera fatal, mais le seul aujourd'hui qui serve pleinement les intérêts des privilégiés.

Sarkozy, pariant sur le durcissement de la situation provoqué par l'aggravation de la crise, dramatise par les mesures brutales qu'il annonce en vue de provoquer un sursaut. D'abord, celui d'une droite apeurée contrainte de se rassembler derrière lui, quels que soient ses sentiments à l'égard de sa personnalité. Pour, dans un deuxième temps, rallier une autre partie de l'électorat qu'il peut espérer convaincre de lui laisser les leviers de commande face à la tempête qui grossit... Le calcul est que la menace des bouleversements à venir, dont le malheur grec apporte quotidiennement une illustration, pourrait suffire à relativiser les ressentiments à l'encontre de sa personne et à mettre en valeur

l'incapacité du challenger de gauche à se montrer porteur d'une politique qualitativement différente.

### **Derrière la scène électorale, la machinerie sociale**

La confrontation politique en cours ne peut être interprétée seulement à travers ce prisme déformant des décors électoraux qu'on dresse pour attiser les peurs, surmonter les préventions et organiser l'illusion qu'une campagne électorale menée tambour battant peut changer une donne qui s'est laborieusement et douloureusement construite des années durant. Contre le pronostic de François Fillon – « *Rien n'est joué. Les sondages, les commentaires, tout cela va s'effacer, dans les trois semaines qui précéderont l'élection, derrière le face-à-face personnel entre les principaux candidats et les Français [...] Tout cela se jouera dans les trois dernières semaines*<sup>5/</sup>. » –, on rejoindra plutôt l'appréciation portée par Denis Jeambar qui, dans *Le Débat*, face à Alain Minc, propose une explication de vote en faveur de François Hollande : « *Une présidentielle ne se joue pas dans le sprint de la campagne. Elle est le produit de mouvements politiques à l'œuvre sur le long terme, le résultat d'une construction pyramidale qui voit un parti devenir dominant au fil des ans et des rendez-vous électoraux*<sup>6/</sup>. »

C'est de ce point de vue rétrospectif qu'il convient d'analyser le projet politique qu'a porté Sarkozy, qui ne se borne pas aux réformes multiples qu'il a infligées à la société, mais inclut la capacité à rassembler et dynamiser la puissance politique pour l'accomplir. Sa revendication de volontarisme politique impliquait plusieurs objectifs :

**1.** L'unification des droites, de l'UDF jusqu'aux marges du Front national, par la promesse faite aux uns de réaliser par des actes ce que le Pen ne faisait que mettre en mots, aux autres de leur donner toute leur place dans le grand parti unifié de la droite.

**2.** La capacité à séduire une partie du salariat par une rhétorique de respect de la « valeur travail » et d'engagement à récompenser l'effort, que résuma le trop fameux « *travailler plus pour gagner plus !* ».

**3.** Une détermination à neutraliser le clivage gauche/droite, par une pratique systématique de débauchage des personnalités en quête de reconnaissance et de postes, et grâce au travail de brouillage des références idéologiques dont Henri Guaino fut le maître artiste.

**4.** Enfin l'exploitation à plein régime des mécanismes autoritaires de la V<sup>e</sup> République, grâce à une volonté éhontée de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains, ce qui permit d'impulser un processus de fusion entre la présidence, le gouvernement, les directions des grandes banques et entreprises capitalistes, dont celles des médias, sans se soucier du principe de séparation des pouvoirs.

Ceux qui, à gauche, ont sous-estimé la rupture engagée par Sarkozy au regard de ce qu'était la droite traditionnelle et son mode de gouvernement

se sont trompés lourdement. Cette droite décomplexée qu'organisait et

<sup>5/</sup> *Le Monde*, 14 février 2012.

<sup>6/</sup> *Le Débat*, op. cit.

## SARKOZY, ET APRÈS ?

dynamisait Sarkozy s'est avérée en capacité de réaliser une synthèse inédite entre ordre et mouvement. Le *mouvement* étant celui d'un ultralibéralisme exigeant que soient arasées les spécificités françaises au regard du modèle anglo-saxon tel que façonné par les politiques de Reagan (puis des Bush), Thatcher (puis Blair). Quant à l'*ordre*, il s'agit de celui qu'impose une main de fer, pour séparer les méritants des incompetents, les gagners des assistés. Adapté aux réalités contemporaines, un moderne « *enrichissez-vous !* » qui, parce que promis aux courageux, autorise à piétiner tout ce qui sent la pauvreté. Bref, une brutalisation des rapports sociaux, diffusant dans l'ensemble de la société puisque ces réformes imposées d'en haut sont venues s'articuler aux nouvelles méthodes de *management* appliquées en bas au nom de nouveaux critères de compétitivité.

La victoire de Sarkozy fut celle d'une volonté permettant d'agrèger ensemble en un tout dynamique ces éléments disparates. Et ce malgré l'évidence de la rétraction de l'efficacité politique qu'accompagne un néolibéralisme qui laisse agir aveuglément les forces du marché, et à l'heure où mondialisation et unification européenne compriment les marges de manœuvre nationales.

La magie du verbe sarkozyste, appuyée il est vrai par les puissants moyens médiatiques à son service, fut de mise en scène de ce prétendu volontarisme qui rendait possible de justifier du même ton péremptoire tout et son contraire. Et, parlant au nom de la France et des Français, donc d'une totalité fictionnelle, de paraître s'adresser à chaque catégorie professionnelle, voire à chaque individu, en ce qu'il est victime de la violence d'un délinquant, d'un licenciement abusif ou de l'inconséquence de telle ou telle catégorie de fonctionnaire...

Mais, avant même le choc de la crise, le projet sarkozyste s'était dévitalisé. Accompagnant la chute rapide de la cote de popularité du président nouvellement élu, on a vu se dissocier progressivement les différentes sensibilités de la droite : réinstallation dans le champ politique d'un Front national réussissant son relookage avec le passage de relais du père à la fille, la reconstitution d'un centre autonome, l'écartèlement au sein même de l'UMP entre la « droite



populaire » éventuellement disponible pour une alliance avec l'extrême-droite et une « droite humaniste » hantée par la nostalgie d'une UDF faisant contrepoids au parti néogaulliste.

Du fait des difficultés de la droite, le Parti socialiste s'est trouvé quasi mécaniquement replacé en position d'alternance. Un Parti socialiste qui dirige la quasi totalité des régions, la majorité des départements et des grandes villes, qui a pour la première fois de l'histoire de la V<sup>e</sup> République conquis le Sénat, conséquence de ses gains électoraux et de la violence faite aux collectivités territoriales par les réformes sarkozystes, qui a retrouvé une énergie et un minimum d'unité directionnelle lui ayant permis d'absorber le contrecoup de la lamentable « affaire DSK », avant de gagner brillamment le pari risqué des primaires... On voit mal comment la droite pourrait être en mesure de contenir une telle poussée !

Plus fondamentalement on peut dire que la rhétorique sarkozyste fut fonctionnelle tant que pouvaient être occultées les oppositions de classe.

### La rentrée des classes

Ces oppositions de classe, loin d'être durablement neutralisées, ont rapidement fait retour en force. Symptôme de cette réalité : l'obsession de certains médias et politologues d'un prétendu envahissement du *populisme* – sorte de bouteille à l'encre où se voient confondues les diverses formes de mécontentement populaire, quelle que soit la diversité de ses expressions politiques, qui vont du plus fruste nationalisme à la colère de classe la plus légitime. En fait est en cause la fragilité de la forme bonapartiste d'une politique grossièrement antisociale et brutalement autoritaire, donc l'échec politique de Sarkozy. D'où une radicalisation de l'opposition de classe.

D'abord à droite, dont une partie assume de plus en plus ouvertement sa proximité avec l'extrême-droite. La campagne que mènent systématiquement Sarkozy et le fidèle Guéant de reconquête de l'électorat de l'extrême-droite est celle d'apprentis sorciers, sous-estimant le piège redoutable dont elle est porteuse. En effet, une telle propagande, loin de prendre des voix au Front national, peut au contraire l'alimenter, jusqu'à conduire Marine Le Pen à rééditer l'exploit de son père en 2002. L'élimination de la droite dès le premier tour ouvrirait la voie à l'explosion de celle-ci et à une recombinaison générale permettant l'émergence d'une puissante force de droite extrême. Mais, même si la droite évite un tel scénario catastrophe, il n'empêche que, reconduite ou non au pouvoir, elle se verra inéluctablement livrée à une dynamique de radicalisation l'amenant à intégrer une politique de plus en plus contraire au respect des libertés et de la démocratie, avec les tensions qui en résulteraient avec les droites modérées.

Radicalisation également à gauche, mais plus difficilement compte tenu de la décrépitude des repères traditionnels du combat de classe. La politique sarkozyste a suscité un mouvement de résistance polymorphe de la quasi totalité des catégories du salariat, faisant apparaître des points forts de fixation :

## SARKOZY, ET APRÈS ?

les services publics, dans leur diversité, avec les domaines spécifiques et sensibles de la santé, de l'éducation ; un puissant soulèvement en défense des retraites faisant descendre dans la rue des millions de citoyens et ouvrant la possibilité d'une grève générale dont l'enjeu était directement politique.

Il convient de revenir, sous cet angle des oppositions de classe, sur la question des « affaires » précédemment évoquée. Une chose est que l'étoile du nouveau président ait subitement pâli, de par l'affichage de son goût immodéré de l'argent et du luxe, de ses liens intimes avec les cercles étroits de la grande fortune, autre chose est ce que recèle le terme pudique d'*affaires* : la mise au grand jour d'un système qui lie, par la corruption, intérêts privés et pouvoir d'État, et la visibilité donnée à un milieu restreint pour lequel argent et politique représentent des moyens combinés d'assurer ses gigantesques privilèges.

La notion de « conflit d'intérêt » a perdu toute portée dès lors qu'il semble naturel au sein de la droite sarkozyste d'échanger des légions d'honneur contre les valises de billets nécessaires à financer une élection, de brader des biens publics et de récolter les gras pourboires accordés par les acheteurs de sous-marins et autres missiles. Tout cela au nom de cette évidence que pour accéder au pouvoir il faut beaucoup d'argent, que peuvent seuls donner ceux qui en ont énormément, et qu'une fois installé au pouvoir il convient de leur en être reconnaissant, et de faire preuve d'une générosité de laquelle on ne saurait s'exempter.

Le succès de la notion d'*oligarchie* témoigne qu'est de mieux en mieux perçu le scandale d'une caste, fusionnant cercles politiques et milieux financiers, principalement soucieuse de ses propres intérêts. Ce qui peut-être prépare l'existence irrépensible d'un changement radical, pas seulement d'équipe gouvernementale, mais bien du fonctionnement même de la société et de ses institutions, et certainement explique cet état de l'opinion qui voit un grand intérêt pour la politique coexister avec une considérable défiance à l'égard des partis et hommes politiques.

### **La crise, juge en dernier ressort**

Plus on regarde le monde, plus on scrute l'avenir, et plus on se convainc que la crise que connaît le système capitaliste surdétermine les choix de société.

Cette crise signe la faillite du modèle néolibéral qui, après avoir appauvri les populations, accru l'exploitation des travailleurs à l'échelle mondiale, exacerbé les inégalités sociales, se voit devant ce constat que, ce faisant, il a creusé sa propre tombe. Le système financier est miné, menacé d'effondrement, les États qui pour le secourir mobilisent leurs ressources se trouvent mis en danger, l'Union européenne est confrontée à un risque de dislocation, partout la démocratie est bafouée et recule gravement...

Or, qu'est-ce qui était au cœur du sarkozysme ? Qu'est-ce qui, au-delà du

## SARKOZY, ET APRÈS ?

personnage, de ses atouts, ambitions et excès, le rendait fonctionnel pour la droite et le capitalisme français ? Sa détermination à réduire les « retards » français au regard de ce modèle dans sa forme pure, à accélérer la mise en conformité de la société française à ses normes, à foncer tête baissée dans l'application totale de ses critères marchands et à forcer une population majoritairement rétive à s'y plier.

Ce même Sarkozy paraît se soustraire à ce verdict qui devrait être sans appel, et, quelle que soit parfois la virulence de sa dénonciation de l'immoralité et de l'irrationalité du capitalisme financier, il met en scène de manière tonitruante sa volonté de continuer et d'accélérer la réalisation de ce même projet. Les réussites qu'il revendique ? La réforme des retraites, des universités, le détricotage des 35 heures... Les mesures qu'il prétend engager immédiatement ? L'augmentation des impôts qui pèsent sur le plus grand nombre (la TVA) et la baisse de ceux payés par les entrepreneurs, sous prétexte d'accroître la compétitivité pour empêcher les délocalisations, et la mise à l'encan du cadre juridique que représente le Code du travail. On comprend qu'une telle politique, ne serait-ce que son annonce, s'accompagne nécessairement d'un volet pleinement réactionnaire d'attaques contre les libertés, contre les étrangers et les plus pauvres. Bref, une véritable guerre de classe visant à accroître les privilèges de la minorité agissante, en pressurant les salariés et en fermant l'avenir de la jeunesse.

Cette capacité tient à ce que notre encore président est en phase avec les choix politiques des classes dirigeantes européennes : l'austérité imposée à tous les peuples du continent. Ce qu'il manifeste par l'énergie déployée pour affirmer le partage de direction des affaires de l'Union entre Angela Merkel et lui-même. Pourtant ce n'est pas la glorification du modèle allemand qui convaincra de l'efficacité de cette politique et permettra de prétendre qu'elle est porteuse d'avenir, lui redonnant ainsi la légitimité qui lui fait défaut.

En revanche Sarkozy, de par cette posture même, assume la pleine et entière responsabilité de ce que le capitalisme mondialisé, via le FMI, la BCE et la Commission européenne (la sinistre Troïka), impose au peuple grec. Cette tragédie qu'on voit se dérouler sous nos yeux médusés, vaut démonstration de ce que devra subir toute autre société qui aurait l'audace de ne pas plier devant les mêmes diktats : payer une dette qui a forme de châtiment. Mais elle doit aussi être porteuse de leçons. On voit les salariés, la jeunesse et le peuple entier refuser, fort légitimement, la brutale régression qu'on prétend leur imposer. Le problème ne vient pas d'une passivité ou d'un quelconque fatalisme de leur part. Mais bien de l'absence d'une réponse politique à la hauteur d'un tel affrontement de classes. Une alternative suffisamment radicale pour répondre à la crise de civilisation à présent ouverte et offrir une issue par rapport à l'impasse où nous entraîne le capitalisme. Une alternative portée par des forces progressistes capables par leur unité et leur intelligence politique

## SARKOZY, ET APRÈS ?

de donner une audience majoritaire au sein de la société à leurs propositions.

C'est-à-dire, face à un capitalisme qui se délabre, de rouvrir la perspective du socialisme.

En France, la force dominante à gauche, le Parti socialiste, récuse une telle perspective de rupture. À la différence de L. Jospin en son temps, F. Hollande n'a plus même besoin de préciser que son programme n'est pas socialiste. Il se voit contraint d'aller plus loin, manifestant qu'il rechigne à affirmer un refus net des politiques d'austérité (réduction des déficits budgétaires, règle d'or constitutionnelle...) et, plutôt que de refuser le nouveau traité concocté par Merkel et Sarkozy, promet de le renégocier pour y ajouter un volet de croissance. Alors que même dans certains milieux économiques de droite on admet que ces politiques d'austérité conduisent à l'impasse et qu'il conviendrait d'emprunter d'autres voies.

Dans ces conditions, un double risque se dessine. L'un, qu'une aspiration à la rupture avec l'ordre existant se fraie d'autres voies que celles d'un changement social progressiste pour le plus grand nombre, et se porte sur des propositions réactionnaires en termes de replis nationalistes et xénophobes. Ne voit-on pas déjà un peu partout en Europe grossir des forces qui s'affirment sur de telles bases candidates au pouvoir, se présentant comme de possibles relèves des droites traditionnelles et en alliance avec une partie d'entre elles ? L'autre, qu'à force de complicité avec des politiques d'austérité de plus en plus sauvages et aveugles, la gauche social-démocrate se trouve asphyxiée politiquement, capitulant devant de telles exigences et impuissante à leur opposer une alternative, et entraîne l'essentiel de la gauche dans une impasse.

D'où cette situation qui voit coexister des défis gigantesques – quelle alternative au capitalisme en crise ? Quelles perspectives pour construire une Europe sociale et démocratique ? Quelle politique de développement industriel et énergétique permettant d'échapper au risque nucléaire, de répondre aux besoins sociaux en créant des emplois et en respectant l'environnement ... –, et des enjeux électoraux anémiés et réduits au choix entre deux candidats s'opposant moins par leurs propositions que par leurs profils politiques.

Pourtant une telle réduction du champ du débat et des choix n'est certainement pas conforme à la réalité des rapports de forces sociaux, et moins encore à la hauteur des réponses à apporter aux défis de la situation. Elle est la traduction d'une perte de substance politique qui tient à l'effacement d'une perspective historique d'alternative au capitalisme, d'un avenir possible pour une humanité prenant en main son propre destin. Situation que vit dramatiquement un mouvement ouvrier que travaille sa propre crise, laquelle rend difficile à celui-ci d'apporter les réponses nécessaires aux multiples crises présentes. Mais les débats qui traversent le syndicalisme et le monde associatif, les questions auxquelles est confrontée l'extrême-gauche, les espoirs dont le

## SARKOZY, ET APRÈS ?

Front de gauche se voit investi témoignent de la recherche haletante d'une orientation politique apte à relever ces immenses défis.

Les bases de celle-ci sont on ne peut plus claires : le refus de l'austérité, et cela pour toutes les classes ouvrières et tous les peuples de l'Union européenne, en assumant une rupture avec le capitalisme, et en engageant une dynamique de mobilisation sociale et démocratique, qui dégage Sarkozy, comme condition d'une transformation radicale et profonde de la société elle-même. Les élections des mois prochains sont l'occasion d'avancer sur cette voie.

Bien autre chose, n'en déplaise à Alain Minc, que d'élire un monarque !

